



## Berlin Eco

NUMERO 5

© DG Trésor

16 février 2021

### ACTUALITE ECONOMIQUE

#### ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE

Dans ses perspectives économiques d'hiver, la [Commission européenne](#) table sur une croissance du PIB allemand de 3,2 % en 2021 et de 3,1 % en 2022, avec une contraction au premier trimestre 2021 en raison de la situation sanitaire. Le retour au niveau économique d'avant-crise est attendu fin 2021. La Commission souligne la solidité actuelle de l'industrie allemande et estime que les dispositifs de soutien de l'Etat devraient largement limiter les faillites d'entreprises.

[Destatis](#) annonce une stagnation de la production (secteurs industriel, énergétique et construction) en décembre 2020 par rapport au mois précédent (-1,0 % en glissement annuel). Le niveau de production (corrigé des effets calendaires et saisonniers) reste inférieur de 3,6 % à février 2020, juste avant le début des restrictions liées à la pandémie. Les secteurs de l'énergie (-2,9 %) et de la construction (-3,2 %) affichent une production en baisse, tandis que l'industrie (+0,9 %) se maintient en hausse pour le huitième mois consécutif. La baisse de la production sur l'ensemble de l'année 2020 est chiffrée à 8,5 %.

Les [exportations](#) augmentent de 0,1 % en décembre (+2,7 % en glissement annuel) tout en restant 4,6 % en dessous de leur niveau de février 2020. Les importations baissent de 0,1 % (+3,5 % en glissement annuel) et se situent 0,1 % en dessous de février 2020. Sur l'ensemble de l'année passée, les exportations ont chuté de 9,3 % et les importations de 7,1 %. L'excédent courant s'établit à 236,2 Md€ (décembre 2020 : 28,2 Md€) et l'excédent commercial à 179,1 Md€ (décembre 2020 : 14,8 Md€).

L'indice de production industrielle des trois prochains mois calculé par l'[ifo](#) s'améliore légèrement en janvier 2021 par rapport au mois précédent (de 5,1 à 8,4 points). Les attentes se sont en particulier nettement éclaircies dans les secteurs automobile et pharmaceutique qui comptent élargir leur production.

#### POLITIQUE BUDGETAIRE

Selon un papier de l'[IfW Kiel](#), 15 Md€ des 54 Md€ de dépenses supplémentaires prévues dans le budget fédéral 2021 par rapport à la planification précédente n'auraient aucun lien avec les conséquences de la pandémie. Pour l'institut, ce montant n'aurait pas pu être financé en temps normal, i.e. sans activation de la clause exceptionnelle du frein à la dette.

#### POLITIQUES SOCIALES

La [coalition](#) s'est mise d'accord sur un projet de loi encadrant le devoir de vigilance. La loi entrerait en vigueur progressivement : à partir de 2023 pour les entreprises de plus de 3 000 salariés et en 2024 pour celles de plus de 1 000 salariés. Ces entreprises devront s'assurer du respect de normes minimales concernant les droits de l'Homme dans leurs propres activités et dans celles de leurs fournisseurs directs,



et être vigilantes au respect de ces normes dans la chaîne de sous-traitance en réagissant notamment lors d'alertes lancées par le salarié d'un fournisseur. Des sanctions financières sont prévues lors de manquements.

Selon des estimations de [l'IAB](#), la progression du  **salaire minimum**  observée depuis son introduction en 2015 pourrait rattraper en 2022 celle des salaires conventionnels.

Selon une étude de [l'IAB](#), 26 % des offres d'**apprentissage** étaient vacantes en 2019 tandis que 15 % des contrats d'apprentissage ont été interrompus sur décision de l'entreprise ou de l'apprenti. Avec la crise actuelle, la situation devrait encore s'aggraver, ce qui placerait les entreprises devant des pénuries de main d'œuvre à moyen terme.

Selon une étude de [l'ifo](#), le supplément d'**allocation familiale** versé en 2020 (« *Kinderbonus* » de 300 €) aurait permis de baisser sensiblement le taux de risque de pauvreté des enfants (-1,5 point par rapport au scénario hors bonus enfant).

Près de deux millions de personnes n'ont pas suffisamment chauffé leur **logement** en 2019 par manque d'argent, soit 2,5 % de la population (6,2 % en France ou 6,9 % dans l'UE 27), cette part ayant sensiblement baissé sur la dernière décennie (5,5 % en 2009 ; source : [Destatis](#)).

## ACTUALITE FINANCIERE

### MARCHES FINANCIERS

La Bafin a reçu début février [plusieurs milliers de plaintes](#) d'investisseurs privés en raison de problèmes techniques rencontrés auprès de **brokers en ligne**, dont elle a la surveillance, notamment Trade Republic, en raison de l'envolée d'actions de GameStop, AMC Entertainment...

[Deutsche Börse](#) a réalisé en 2020 un produit net de 3,2 Md€, en hausse de 9 % par rapport à 2019, avec une progression de 33 % au premier trimestre 2020. Elle versera un dividende de 3 €/action (2,9 € en 2019).

### REGULATION FINANCIERE

Le ministère des Finances a annoncé le départ du **président de la Bafin**, Felix Hufeld, et de la directrice « marchés financiers », Elisabeth Roegele. Il souhaite, à la suite du scandale Wirecard, tant un renouvellement de personnes qu'une [réforme](#) de l'autorité de supervision.

Le gouvernement allemand a adopté en conseil des ministres un [projet de loi](#) relatif à la garantie en cas d'**insolvabilité d'un voyageur**. Un fonds abondé par les cotisations des voyageurs remplacera le système d'assurance actuel. L'obligation d'indemnisation pourra atteindre jusqu'à 22 % du chiffre d'affaires annuel du voyageur concerné. Le volume du fonds devrait s'élever à 750 M€ d'ici fin décembre 2026.

La confédération des banques allemandes, DK, et la fédération des banques italiennes demandent dans un [papier commun](#) de suspendre temporairement **la transposition de Bâle III**, en raison de potentielles réactions négatives des marchés financiers aux incertitudes liées à la pandémie. Elles se prononcent en outre pour une harmonisation du droit de l'insolvabilité bancaire au niveau européen et pour un renforcement des systèmes de garantie des dépôts dans chaque Etat membre.

Le ministère fédéral des Finances a publié le [projet de décret](#) qui officialise la suppression du **fonds de garantie des dépôts des banques publiques (EdÖ)**, annoncée dans la loi de transposition des directives relatives à la capacité d'absorption des pertes et de recapitalisation des établissements de crédit (*RiG*, cf. BE 31/2020 et 35/2020). Les cotisations des cinq dernières banques publiques adhérentes à ce fonds seront



transférées dans le fonds de garantie des dépôts des banques privées (*Entschädigungseinrichtung deutscher Banken GmbH*).

## **BANQUES ET ASSURANCES**

**Commerzbank** affiche une [perte annuelle](#) avant impôts de 2,6 Md€ (contre +1,1 Md€ en 2019) du fait notamment de provisions pour risques de 1,7 Md€, de coûts de restructuration de 814 M€ et d'une dépréciation du *goodwill* de 1,6 Md€. Les provisions pour risques sont constituées de 1 Md€ de risques de crédits Corona, de 187 M€ de dépréciations Wirecard et de 229 M€ de risques juridiques afférents à des prêts en francs suisses de la filiale polonaise MBank. La banque souhaite devenir le leader de la banque de conseil numérique en Allemagne et renforcer sa position dominante auprès du Mittelstand. Elle promet une distribution de dividendes en 2023. 190 agences doivent fermer cette année et 150 autres en 2022 et 2023 (cf. BE 4/2021). Le cours de l'action de la banque a baissé de 10 % depuis le 3 février, date de la présentation de la nouvelle stratégie.

**Hamburg Commercial Bank**, qui a succédé à la Landesbank HSH Nordbank privatisée en 2018, enregistre un [résultat annuel](#) avant impôts de 257 M€ (contre 77 M€ en 2019). De fin 2019 à fin 2020, la banque a réduit son bilan de 47,7 Md€ à 33,8 Md€ et relevé son *core tier one* de 18,5 % à 27 %. Elle se dit très confiante d'atteindre fin 2021 les objectifs exigés pour pouvoir bénéficier, à partir de 2022, de la pleine garantie du fonds de garantie complémentaire de la fédération des banques privées (*BdB*).

Le [résultat annuel](#) avant impôts de **ING Deutschland**, filiale du groupe néerlandais ING Groep, qui compte 9,5 M de clients en Allemagne, est en recul par rapport à 2019 (1,04 Md€ contre 1,35 Md€) en raison surtout d'une hausse des provisions pour risques de crédits dans le contexte de la pandémie (264 M€ contre une reprise de provisions pour risques de 40 M€ en 2019). La banque, qui ne mise plus principalement sur une croissance de la clientèle, est satisfaite d'avoir pu élargir son activité de négoce de titres.

**FMS Wertmanagement**, structure de défaillance du Bund, a annoncé la [cession de Depfa](#) à la banque autrichienne [Bawag](#), pour un montant non dévoilé. Les actifs toxiques de Depfa, filiale irlandaise de Hypo Real Estate (HRE) nationalisée en 2009, avaient été transférés dans la bad bank FMS Wertmanagement, chargée également de liquider les actifs risqués de HRE. En 2014, l'Etat avait décidé de vendre Depfa Bank à FMS Wertmanagement qui a depuis réduit la taille de bilan de la banque de 48,5 Md€ en 2014 à 6,9 Md€ mi-2020.

### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

### Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Etienne Oudot de Dainville  
Service Économique de Berlin  
Ambassade de France en Allemagne

Adresse :  
Pariser Platz 5  
10117 Berlin  
Twitter: @FRTresor\_Berlin

Rédigé par : Bruno Fluhrer, Anita Gandon, Lucie Petit et  
Laurence Rambert  
Revu par : François Gautier

Version du 16 février 2021